

Le vendredi 26 Février 2021

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président de la République,

Partageant avec vous la primauté de la lutte pour le climat, nous vous avons entendu avec satisfaction, le 8 décembre 2020 au Creusot, rappeler que si la France est le pays le plus vertueux du G7, pour ses émissions de gaz à effet de serre, elle le doit à sa filière nucléaire pilotable.

Toutefois la portée de cette déclaration interroge par les décisions de vos gouvernements qui remettent en cause l'avenir de cette filière d'excellence.

L'industrie nucléaire constitue, comme vous l'avez dit, un avantage pour le climat et notre indépendance énergétique, elle est avec ses 220 000 emplois la troisième filière industrielle française. Il s'agit d'une filière hautement prometteuse, et bien que plusieurs pays de l'Union s'en détournent, les plus grands pays du monde : Chine, USA, Grande-Bretagne, Inde, Russie et huit pays de l'UE : France, Pologne, Roumanie, République tchèque, Hongrie, Bulgarie, Finlande et bientôt les Pays-Bas ont décidé de recourir à cette énergie pour faire face aux contraintes climatiques. En cela ils suivent d'ailleurs les recommandations du GIEC qui considère incontournable le recours à l'énergie nucléaire. Le parc nucléaire mondial sera d'ailleurs multiplié par 2 ou 3 dans les trente prochaines années, une réelle opportunité pour notre filière et notre réindustrialisation.

Les pays de l'Union Européenne attendent impatiemment votre soutien à leurs projets.

Le 28 janvier à la conférence de presse de RTE sur la faisabilité d'un mix 100 % renouvelable excluant le nucléaire en 2050, Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, a clairement affirmé son désaccord avec cette hypothèse, objet de ladite conférence de presse, et avec la PPE en déclarant : « Fermer les centrales nucléaires françaises serait une erreur, l'énergie nucléaire est un atout pour la France ».

Les militants antinucléaires qui depuis plus de vingt ans influencent le ministère de l'Environnement, compétent depuis 2007 pour l'énergie, pèsent de façon décisive sur les choix énergétiques en contradiction avec vos déclarations et celles de l'AIE. Comment expliquer autrement que vous ayez accepté de vos gouvernements la fermeture des deux réacteurs de Fessenheim, prévu la fermeture de douze autres, mis en sommeil les travaux de recherches du CEA sur la quatrième génération, et laissé Bruxelles s'apprêter à exclure le nucléaire de la taxonomie au profit du gaz 70 fois plus émetteur de CO₂ ?

Certes, annoncer que la propulsion du futur porte-avions sera nucléaire est un gage de votre volonté de défendre cette industrie, mais en même temps, repousser de deux ans la décision de construire de nouveaux EPR, évoquer le mix 100 % renouvelable en 2050, fragilise et menace la filière à terme. Est-il rationnel de raisonner sur une hypothèse dont les quatre conditions nécessaires, énoncées par RTE, démontrent son utopie, sans même évoquer la soutenabilité de son coût ni son acceptabilité sociétale, en admettant que les technologies, qui n'existent pas aujourd'hui, soient d'ici là inventées et opérationnelles ? La politique énergétique exige des prévisions sûres et une vision à long terme pour des décisions lourdes dont la mise en œuvre est longue comme le sont les durées d'amortissement des centrales.

Cet hiver, en raison de la fermeture de centrales pilotables, avec perte d'une capacité de production de 11 240 MW (dont 1 800 de nucléaire), RTE a dû prendre de coûteuses mesures d'effacement industriel. Les hivers prochains il sera encore plus difficile de répondre à la demande de pointe nationale et européenne en raison de fermetures de capacités de productions pilotables (fossile et nucléaire) prévues en Allemagne puis en Belgique. Remplacer des centrales pilotables par des énergies renouvelables non pilotables, malgré des investissements colossaux, n'apporte ni la maîtrise suffisante des émissions ni la sécurité de production.

Un black-out est à redouter, l'Europe l'a évité de peu le 8 janvier 2021.

La production d'électricité est une activité stratégique, elle est menacée par l'entrisme antinucléaire au sein de certains services ministériels et le parti-pris de ministres. Ce sont eux qui poussent la France dans une dramatique impasse énergétique aux conséquences économiques et sociales incalculables. Tel est l'avis de la grande majorité de scientifiques et ingénieurs expérimentés, mais leur voix pèse peu face au rouleau compresseur militant politique et aux lobbies industriels, gaziers et financiers dont les moyens de persuasion et de communication sont puissants.

La politique climatique nécessite une action rapide, un développement accéléré des usages de l'électricité, le nouveau nucléaire, et la prolongation à 60 ans, ou davantage, comme aux USA, en fonction des recommandations de l'ASN, de l'ensemble du parc nucléaire comme ailleurs dans le monde.

Depuis trop longtemps, en matière de choix énergétiques et climatiques ce sont des opinions qui l'ont emporté sur des faits. Vous connaissez cette dérive qui menace le progrès. Vous en mesurez les conséquences qui sont au cœur du débat sur l'avenir de la France.

Le mix énergétique étant du ressort de la subsidiarité, la contribution importante et ancienne de notre pays à la modération des émissions européennes donne une légitimité et une portée considérables à la voix de la France à Bruxelles. Et c'est votre voix, dans le contexte actuel qui pourra compter face à une administration qui menace les deux énergies pilotables dont dispose la France, en asphyxiant le patrimoine nucléaire avec l'ARENH, et en voulant brader nos barrages, alors que l'opérateur historique est loin d'être en situation de monopole sur la plaque France - Allemagne - Bénélux - Péninsule ibérique.

Afin de pouvoir développer davantage ces différents points, j'ai l'honneur de solliciter une audience auprès de vous.

Monsieur le Président de la République, s'agissant des intérêts supérieurs de la Nation je sais pouvoir compter sur vous, et vous prie d'agréer, l'expression de ma respectueuse et haute considération.

Bernard Accoyer
Président de PNC France